

NOUVEAUX ASPECTS DE LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

Extraits d'une allocution prononcée le 12 mars 1956 à l'hôpital Sunnybrook, par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. L. B. Pearson, devant la section torontoise de la Société canadienne de la Croix-Rouge.

... La Société canadienne de la Croix-Rouge et ses affiliées internationales s'acquittent d'une tâche humanitaire qui dépasse les possibilités des seuls gouvernements. Leur œuvre, qu'elle s'exerce sur le plan national ou sur le plan international, constitue un témoignage en faveur d'une des plus grandes forces du régime démocratique, la collaboration bénévole entre citoyens soucieux du bien public. Aucune formule ne saurait remplacer cette collaboration, l'un des fondements mêmes de nos régimes démocratiques, qu'il importe de favoriser de tout cœur et par tous les moyens.

Le défi soviétique

Mes quelques propos, remplis de gratitude, sur l'activité de la Société canadienne de la Croix-Rouge et de la Croix-Rouge internationale, dont la bienfaisance et les secteurs s'étendent à un si grand nombre de pays, m'amènent à vous parler quelques instants d'une très importante question internationale. Il s'agit de la vive et tapageuse entrée en scène des dirigeants soviétiques sur le plan de la coexistence dans la concurrence économique, dont une manifestation, précisément celle dont je vais vous entretenir, consiste en d'alléchantes offres d'assistance à l'adresse des pays matériellement peu développés, de ceux d'Asie notamment. Voilà qui reflète, ainsi qu'en d'autres domaines, une évolution des procédés sinon de la politique de l'Union soviétique. L'URSS cherche à attirer les autres peuples dans son orbite plutôt que de les y faire entrer de force. Il conviendrait donc que nous révisions notre politique et nos attitudes envers les pays asiatiques qui attirent l'attention de l'Union soviétique.

C'est depuis relativement peu de temps que l'URSS s'intéresse d'une façon active aux questions d'assistance technique et d'aide aux pays étrangers. Avant 1953, son concours allait uniquement aux pays communistes, surtout à la Chine qui a beaucoup reçu en prêts et en assistance technique. Jusque-là, l'Union soviétique était trop absorbée par sa propre mise en valeur et par ses plans d'action directe contre l'Europe occidentale pour faire un instrument politique important de l'assistance technique et économique à l'Asie. Toutefois, les choses ont changé sur la fin de 1953: les offres soviétiques d'aide aux pays non communistes d'Asie et des autres parties du monde se sont multipliées à un rythme très rapide.

Cette intervention économique-politique dans les affaires internationales exerce des répercussions très importantes sur les pays du monde occidental.

Pour bien comprendre la situation nouvelle il faut tenir compte des grands événements survenus en Asie, dans le Sud-Est notamment depuis la fin de la dernière guerre: l'accession d'anciennes colonies très peuplées à l'indépendance politique absolue. Le nouveau statut de ces pays, tant sur le plan politique que dans les relations internationales, les a amenés à apercevoir plus clairement que jamais l'écart immense qui existe entre eux et les pays techniquement avancés du monde occidental, en matière de développement économique et de niveaux de vie. Leurs dirigeants, animés d'orgueil et d'une confiance nationales toutes nouvelles, ont résolument abordé les tâches considérables que comporte la lutte contre la faim, la maladie et l'ignorance, mais auxquels leurs compatriotes se sont si longtemps crus destinés, mais qu'ils n'acceptent plus comme faisant fatalement partie de leur sort.

Pour résoudre tous les problèmes qui se posaient à eux, ils avaient besoin d'assistance financière, de conseils et d'aide en plusieurs domaines techniques et scientifiques. Leurs propres ressources n'étaient pas suffisantes. L'épargne annuelle étant dans leurs pays très faible, sinon négligeable, il était impossible d'y mobiliser tous les capitaux nécessaires en outre, étant donné un rapide accroissement démographique, soustraire de l'argent au circuit de la consommation aurait gravement mis à contribution des niveaux de vie de façon extrêmement basse. C'est ainsi que le Canada et d'autres membres de l'ONU ont prêté leur concours sous diverses formes: capitaux, assistance technique, etc. . . . Presque tous les pays du monde en ont été, à la notable exception toutefois, jusqu'à dernièrement, des pays du bloc soviétique, qui ne s'intéressaient guère à l'activité des organismes sociaux, humanitaires et économiques de l'ONU, dont ils craignaient et dépréciaient le travail et au budget desquels ils ne contribuaient que peu ou pas du tout. Le soutien de ces organismes retombait donc sur les pays libres. Rappelons que le Canada, de même que les autres pays du Commonwealth, finançaient en même temps le Plan de Colombo, auquel participent maintenant d'autres pays importants qui ne sont pas membres du Commonwealth, les États-Unis notamment. Il existait aussi d'autres dispositifs d'aide économique.